

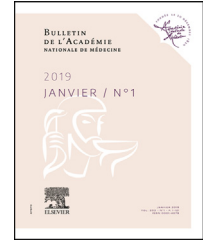


Disponible en ligne sur

ScienceDirect
www.sciencedirect.com

Elsevier Masson France

EM|consulte
www.em-consulte.com



VIE DE L'ACADÉMIE

« Le monde va mal. La confiance dans la science est fragile »[☆]

Le monde va mal...
et la pandémie en a fait apparaître les faiblesses.

« Le progrès » dont on a vanté les bienfaits bouleverse les sociétés, les désorganise et aggrave les inégalités. Les croyances et les religions sont en lambeaux, et s'effondrent, tandis que la crédulité prospère.

Au-delà des services rendus, les médias alimentent des aliénations et des dépendances des comportements et des idées.

Les libertés fondamentales en sont menacées, les démocraties sont fragilisées : « L'épidémie a révélé la profondeur de la crise des démocraties » (Nicolas Baverez). Les dictatures se multiplient dans le monde, et des Etats « font faillite » au détriment d'un peuple affamé, pire qu'au Moyen Âge...

... et la science dans tout ça ?

La pandémie Covid-19 a fait 4,8 millions de morts dans le monde, peut-être même trois ou quatre fois plus. Elle a révélé la profondeur et l'universalité du malaise qui a atteint les opinions publiques, et les a aggravées. L'inquiétude fait place au désespoir, l'incertitude et le doute favorisent des institutions et des discours destructeurs.

Le transhumanisme qui, il y a peu, laissait entrevoir l'amélioration de la condition humaine par l'usage des sciences n'est plus d'actualité. Malgré les travaux menés, en particulier par l'INRIA, l'intelligence artificielle, dont les progrès s'appuient sur l'exploitation des données dont la personne, abandonnant son consentement « libre, éclairé et exprès », accepte d'être dépossédée, a jusqu'à présent, montré ses limites pour les prévisions de l'évolution de la pandémie.

Les conséquences de la pandémie dépassent largement les atteintes pathologiques de l'organisme humain.

[☆] Journée institutionnelle de célébration du bicentenaire de l'Académie nationale de médecine le 18/10/2021 au Collège de France.

La pandémie et les mesures nécessaires pour en éviter la propagation touchent toutes les activités humaines : le comportement individuel, les activités économiques, les relations sociales et sociétales impliquant des décisions politiques qui doivent tenir compte des données scientifiques.

D'où les trois « mots-clés » de mon exposé :
Science, Confiance et Démocratie

En octobre 2020 un sondage IPSOS, confirmé par l'enquête réalisée par l'Université de Lorraine, révélait que « 90 % des Français faisaient confiance à la science » et, « après un an et demi de crise sanitaire et de nombreux débats autour de l'hésitation vaccinale, les français font malgré tout confiance dans une écrasante majorité aux scientifiques du champ médical » (AFP -20 juillet 2021).

Les réseaux sociaux se gardent bien de reprendre ces indices rassurants !

En revanche, le statut social de la science et la parole scientifique sont malmenés, et risquent de l'être davantage encore dans les temps à venir.

La confiance placée dans les sources d'information sur la situation sanitaire passe de 91 % s'il s'agit de médecins à 68 % si ce sont des experts scientifiques, et à 42 % s'il s'agit du seul gouvernement. À ce propos, une question me taraude : comment distinguer « les vrais experts des faux experts » qui occupent les plateaux de télévision. Ils ont, pour les médias, l'avantage d'affirmer des certitudes, fussent-elles infondées, et contribuent à alimenter le doute qui affaiblit la confiance du citoyen et son refus des injonctions politiques.

Une décision démocratique ne peut pas s'appuyer toujours sur une certitude à 100 % de son bien-fondé, et l'imprévisibilité et la variabilité d'un virus sont des pièges pour les décideurs !

La confidentialité des travaux d'une commission scientifique et l'évolution successive de ses avis ne doivent pas compromettre son autorité, et la nomination d'un « Monsieur Vaccin » par exemple devrait satisfaire les esprits les plus retors !

Ainsi, une majorité de Français sont et restent pour l'instant confiants dans la science et dans les chercheurs, et l'image du médecin est largement favorable.

Mais, d'une part, l'approche des élections crée une agitation politique rendant tout débat passionnel au détriment des réalités, et il ne faut pas perdre de vue que nous sommes, depuis 10 ans (Ralph Reyes), dans « l'ère de la post-vérité » tandis que le complotisme, tel que Donald Trump et Boris Johnson en sont des exemples, fait des ravages.

En conséquence, il est impératif que les scientifiques anticipent les critiques, les attaques, auxquelles sont exposés les méthodes et les résultats de leurs travaux. C'est, sans doute, le sujet que le président Sauvé aurait abordé lorsqu'il avait retenu, dans le titre de sa conférence : « la science doit changer de braquet et parfois d'aiguillages ».

En 1974, une Recommandation de l'Unesco, concernant la condition des chercheurs scientifiques précisait (art.10) : « La recherche scientifique exige des chercheurs qui l'accomplissent des qualités d'intégrité et de maturité alliées à d'éminentes qualités morales et intellectuelles ». C'est cette exigence de la rigueur de la recherche que contredisent les méconduites scientifiques et la fraude que nous évoquons plus loin.

Toute confiance est fragile.

Selon la communication sur « l'analyse des enquêtes publiques sur la confiance dans la Science pendant la COVID » présentée ce matin par Bruno Cautrès, chercheur CNRS au CEVIPOF, la confiance dans le scientifique s'est effondrée récemment.

L'excellent avis du COMETS du CNRS rendu public le 23 septembre sur « La communication scientifique en période de crise sanitaire » évoque deux domaines pouvant donner lieu à un renversement de tendance, de la confiance à la méfiance. « L'articulation entre la mission des experts scientifiques et les impératifs des décideurs », et « les difficultés rencontrées par les scientifiques lorsqu'ils sont confrontés à la défiance des citoyens envers la science et à l'émergence d'un populisme scientifique ». Cette émergence d'un populisme scientifique est d'autant plus inquiétante que le COMETS déplore « le comportement irresponsable de certains chercheurs qui ignorent, ou veulent ignorer les fondements de la démarche scientifique que sont la rigueur, l'honnêteté, la fiabilité et la transparence des méthodes utilisées et l'évaluation critique des publications par les pairs ». Les dérives constatées contribuent à la défiance des citoyens vis-à-vis de la science et des scientifiques.

Dans les situations délicates, le déni retarde le scandale mais ne l'évite pas. L'impact du « rapport Sauvé » en apporte la preuve.

En matière de fraude scientifique, face aux défenseurs du déni, qui privilégient le silence pour préserver à tout prix l'image de leur institution, nous avons été quelques-uns à nous battre pour élaborer un dispositif efficace de promotion de l'intégrité scientifique et de lutte contre la fraude. En mars 2017, la lettre-circulaire Mandon, alors secrétaire d'État chargé de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, destinée aux opérateurs de recherche, relative à la politique d'intégrité scientifique et au traitement des cas de manquement à l'intégrité scientifique, est restée sans suite. La mise en place d'une instance d'appel constituée de personnalités scientifiques incontestables susceptibles d'alléger le poids qui, en cette matière, pèse lourdement sur les épaules des opérateurs, a été refusée.

En octobre 2016, le journal l'Express titrait « Alerte aux fraudes scientifiques ! » à propos de la parution d'un livre intitulé : « Malscience, de la fraude dans le labo » de Nicolas Chevassus-au-Louis. L'alerte tourna court !

Voici quelques jours, un journal suisse – Le Temps – titrait « Malversations : trois fois plus de fraudes scientifiques que prévu en Suède. Selon Le Point « Le pays croule sous les fraudes scientifiques » Un tel titre et la référence au célèbre Institut Karolinska rendent probable une mobilisation des médias face à laquelle notre pays risque d'être peu armé.

Il serait grand temps de se doter d'un organisme chargé de la médiation, de la prévention et des éventuelles sanctions en matière d'intégrité scientifique et de fraude dont les références internationales donnent plusieurs exemples. Ainsi, les États-Unis ont créé l'Office for Research integrity voici 20 ans. C'est également en 1992 que le Danemark s'est doté d'un comité de lutte contre la malhonnêteté scientifique. L'Agence de financement de la recherche en Allemagne a mis en place un bureau de l'Ombudsman en charge de l'intégrité scientifique.

En France, à l'heure actuelle, la formation à l'intégrité scientifique introduite depuis peu dans les écoles doctorales, et les référents-intégrité qui interviennent dans quelques établissements de recherche, ne pèsent pas lourd dans une attaque contre la recherche et les chercheurs français. L'un des articles cités plus haut signale que la Suède est l'un des premiers pays à se doter d'une institution dédiée à la fraude scientifique, en précisant « la France n'en a pas », ce qui est hélas vrai.

Le 9 juillet 2020, concluant une communication intitulée « Tentons un rapide panorama de l'intégrité scientifique à la française », l'OPECST fait le constat suivant : « Les auditions nous ont révélé qu'il est urgent de mener une politique nationale en faveur de l'intégrité scientifique » Une année plus tard, rien n'a bougé.

Au malaise profond qui atteint le monde, la Science ne peut répondre que si elle accomplit, elle aussi, sa propre révolution, telle que le président Jean-Marc Sauvé eût pu nous en entretenir.

Elle passerait par une réorganisation des critères d'évaluation de la recherche excluant les critères quantitatifs et prenant en compte les productions scientifiques dans le cadre de la science ouverte, par le bon usage du cahier de laboratoire, par l'exigence de la reproductibilité et toute autre exigence que pourraient proposer les chercheurs, dans le respect de l'intégrité scientifique.

Le monde va mal.

La confiance dans la Science est ébranlée.

Comme les y invite la Charte de déontologie des métiers de la recherche qu'ils ont signée en janvier 2015.

Il appartient aux chercheurs eux-mêmes d'être les acteurs d'un renouveau.

Les Académies devraient, naturellement, y participer.

Déclaration de liens d'intérêts

Adresse e-mail : claud.huriet@gmail.com

L'auteur déclare ne pas avoir de liens d'intérêts.

C. Huriet
*Académie nationale de médecine, 16, rue Bonaparte,
75006 Paris, France*

Reçu le 12 novembre 2021
Accepté le 12 novembre 2021
Disponible sur Internet le 18 novembre 2021